

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Baie-des-Sables

Code géographique : 08080

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Adam Coulombe, atteste la véracité du rapport financier

de Baie-des-Sables pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-03-18 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
la municipalité de Baie-des-Sables,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la municipalité de Baie-des-Sables, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Baie-des-Sables au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Baie-des-Sables inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,16-1,16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique noA110699

DATE 2015-02-26

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	616 765	622 806			622 806	656 337
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 450	9 142			9 142	8 551
Quotes-parts	3						
Transferts	4	216 940	781 515			781 515	1 009 695
Services rendus	5	36 745	38 124			38 124	36 330
Imposition de droits	6	13 000	26 131			26 131	13 399
Amendes et pénalités	7	500	332			332	565
Intérêts	8	4 350	6 643			6 643	8 080
Autres revenus	9	93 500	99 542			99 542	98 577
	10	990 250	1 584 235			1 584 235	1 831 534
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		30 730			30 730	20 937
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14		500			500	
Autres	15						7 500
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		31 230			31 230	28 437
	18	990 250	1 615 465			1 615 465	1 859 971
Charges							
Administration générale	19	215 495	209 394	9 746		219 140	205 950
Sécurité publique	20	147 380	147 960	949		148 909	145 216
Transport	21	206 170	205 835	98 028		303 863	284 501
Hygiène du milieu	22	131 660	127 826	172 141		299 967	342 445
Santé et bien-être	23	22 700	28 944			28 944	321 187
Aménagement, urbanisme et développement	24	44 875	44 233	746		44 979	44 737
Loisirs et culture	25	47 950	45 410	12 742		58 152	56 136
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	87 220	81 770			81 770	102 929
Amortissement des immobilisations	28		294 352	(294 352)			
	29	903 450	1 185 724			1 185 724	1 503 101
Excédent (déficit) de l'exercice	30	86 800	429 741			429 741	356 870

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	86 800	429 741	356 870
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 31 230 ) (	) ( 28 437)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	86 800	398 511	328 433
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		294 352	284 558
Produit de cession	5		250	3 533
(Gain) perte sur cession	6		(250)	(3 533)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		294 352	284 558
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			149 700
Remboursement de la dette à long terme	17 (	130 800 ) (	629 454 ) (	671 450)
	18	(130 800)	(629 454)	(521 750)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	4 000 ) (	2 033 ) (	1 486)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	48 000	187 234	102 298
Réserves financières et fonds réservés	22		(12 463)	(4 903)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(10 285)	(72 352)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	44 000	162 453	23 557
	26	(86 800)	(172 649)	(213 635)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		225 862	114 798

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		31 230	28 437
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	()	()	()
Sécurité publique	3	()	()	23 037
Transport	4	26 000	55 085	26 534
Hygiène du milieu	5	()	106 016	52 318
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()
Loisirs et culture	8	68 000	4 704	27 396
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	94 000	165 805	129 285
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		105 000	
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	4 000	2 033	1 486
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16		22 331	89 362
Réserves financières et fonds réservés	17		5 211	10 000
	18	4 000	29 575	100 848
	19	(90 000)	(31 230)	(28 437)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(90 000)		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	216 880	211 901	198 350
Charges sociales	2	30 125	27 430	26 714
Biens et services	3	282 945	276 300	284 129
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	25 130	23 503	25 355
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	60 890	56 950	76 063
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 200	1 317	1 511
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	214 715	211 842	234 611
Autres	10	46 915	76 438	367 836
Autres organismes	11	23 650	1 039	756
Amortissement des immobilisations	12		294 352	284 558
Autres				
- Créances douteuses	13	1 000	4 631	3 218
- Autres	14		21	
-	15			
	16	903 450	1 185 724	1 503 101

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	616 765	622 806	656 337
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 450	9 142	8 551
Quotes-parts	3			
Transferts	4	216 940	812 245	1 030 632
Services rendus	5	36 745	38 124	36 330
Imposition de droits	6	13 000	26 131	13 399
Amendes et pénalités	7	500	332	565
Intérêts	8	4 350	6 643	8 080
Autres revenus	9	93 500	100 042	106 077
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	990 250	1 615 465	1 859 971
Charges				
Administration générale	12	215 495	219 140	205 950
Sécurité publique	13	147 380	148 909	145 216
Transport	14	206 170	303 863	284 501
Hygiène du milieu	15	131 660	299 967	342 445
Santé et bien-être	16	22 700	28 944	321 187
Aménagement, urbanisme et développement	17	44 875	44 979	44 737
Loisirs et culture	18	47 950	58 152	56 136
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	87 220	81 770	102 929
	21	903 450	1 185 724	1 503 101
Excédent (déficit) de l'exercice	22	86 800	429 741	356 870
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		4 855 873	4 556 759
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(57 756)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		4 855 873	4 499 003
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 285 614	4 855 873

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	86 800	429 741	356 870
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	94 000 ) (	165 805 ) (	129 285)
Produit de cession	3		250	
Amortissement	4		294 352	284 558
(Gain) perte sur cession	5		(250)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(94 000)	128 547	155 273
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(501)	
Variation des autres actifs non financiers	10		5 617	5 617
	11		5 116	5 617
	12	(7 200)	563 404	517 760
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(7 200)	563 404	517 760
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(2 528 641)	(2 988 645)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(57 756)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(2 528 641)	(3 046 401)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(1 965 237)	(2 528 641)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 208 054	127 897
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3 164 541	277 686
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 372 595	405 583
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 72 269	91 785
Revenus reportés (note 12)	13 1 422	1 470
Dette à long terme (note 13)	14 2 264 141	2 840 969
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 2 337 832	2 934 224
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (1 965 237)	(2 528 641)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 7 248 351	7 376 898
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	20 2 500	1 999
Autres actifs non financiers (note 17)	21	5 617
	22 7 250 851	7 384 514
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 5 285 614	4 855 873

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	429 741	356 870
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	294 352	284 558
Autres			
- Gain sur cession d'immo	3	(250)	
-	4		
	5	723 843	641 428
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	113 145	(28 763)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(19 516)	(8 115)
Revenus reportés	9	(48)	(544)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(501)	
Autres actifs non financiers	13	5 617	5 617
	14	822 540	609 623
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(165 805)	(129 285)
Produit de cession	16	250	
	17	(165 555)	(129 285)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	105 000	149 700
Remboursement de la dette à long terme	24	(686 300)	(728 300)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	4 472	(8)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(576 828)	(578 608)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	80 157	(98 270)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	127 897	226 167
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	208 054	127 897

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

A) Périmètre comptable et partenariat

La municipalité n'a pas d'organismes contrôlés ni de partenariats à inclure au périmètre comptable.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

S/O

D) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 à 5%
Bâtiments	2,5%
Véhicules	5% à 10%
Machinerie, outillage et équipement	5% à 10%
Ameublement et équipement de bureau	10% à 20%

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Appariement fiscal des revenus de transfert :
 - Démarcation des intérêts et du capital : exercice subséquent;
 - Redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation des revenus de transfert;
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

3. Modification de méthodes comptables**Modifications comptables futures**

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié le chapitre SP 3260 intitulé « Passif au titre des sites contaminés ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre de l'assainissement de sites contaminés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014. La municipalité évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

Le CCSP a publié le chapitre SP 3450 intitulé « Instruments financiers ». Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter tous les types d'instruments financiers, y compris les dérivés. Ce chapitre s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2016. La municipalité évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 75 000	75 000
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 25 226	48 473
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 129 914	213 917
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 4 511	1 870
Organismes municipaux	8	9 437
Autres		
- Autres	9 1 937	2 383
- Droits carrières et sablières	10 2 953	1 606
	11 164 541	277 686
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12 98 551	151 571
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15 98 551	151 571
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	8 845
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)	
	27		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33		
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	22 182	37 597
Salaires et avantages sociaux	38	23 676	21 847
Dépôts et retenues de garantie	39		5 000
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	6 698	2 719
- Intérêts sur dette long terme	43	19 713	24 622
-	44		
-	45		
-	46		
	47	72 269	91 785
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	1 422	1 470
Transferts	49		
Autres			
-	50		
-	51		
	52	1 422	1 470
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,15	3,00	2015	2018	53	2 208 200	2 852 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60	63 000	
					61	2 271 200	2 852 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(7 059)	(11 531)
					63	2 264 141	2 840 969

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2014</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2015	64	72	967 000	80	89	21 000	97	988 000
2016	65	73	700 100	81	90	21 000	98	721 100
2017	66	74	381 600	82	91	21 000	99	402 600
2018	67	75	159 500	83	92		100	159 500
2019	68	76		84	93		101	
2020 et +	69	77		85	94		102	
	70	78	2 208 200	86	95	63 000	103	2 271 200
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	2 208 200	88	96	63 000	105	2 271 200

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(1 079 794)	(1 104 517)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	(885 443)	(1 424 124)
Autres	108		
	109	(1 965 237)	(2 528 641)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	138		165		192		
Eaux usées	111	139		166		193		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	1 056 441	140	141 375	167	194		1 197 816
Autres	113	7 029 853	141		168	195		7 029 853
Réseau d'électricité	114		142		169	196		
Bâtiments	115	833 716	143		170	197		833 716
Améliorations locatives	116		144		171	198		
Véhicules	117	569 357	145	14 027	172	199		583 384
Ameublement et équipement de bureau	118	120 503	146	3 336	173	1 000	200	122 839
Machinerie, outillage et équipement divers	119	137 293	147	5 699	174		201	142 992
Terrains	120	35 601	148	1 368	175		202	36 969
Autres	121	7 781	149		176		203	7 781
	122	<u>9 790 545</u>	150	<u>165 805</u>	177	<u>1 000</u>	204	<u>9 955 350</u>
Immobilisations en cours	123		151		178		205	
	124	<u>9 790 545</u>	152	<u>165 805</u>	179	<u>1 000</u>	206	<u>9 955 350</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	225 543	155	69 984	182		209	295 527
Autres	128	1 062 043	156	175 746	183		210	1 237 789
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	432 314	158	20 842	185		212	453 156
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	473 865	160	17 459	187		214	491 324
Ameublement et équipement de bureau	133	90 536	161	6 120	188	1 000	215	95 656
Machinerie, outillage et équipement divers	134	121 566	162	4 201	189		216	125 767
Autres	135	7 780	163		190		217	7 780
	136	<u>2 413 647</u>	164	<u>294 352</u>	191	<u>1 000</u>	218	<u>2 706 999</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>7 376 898</u>					219	<u>7 248 351</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

Note

17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	236	
Frais reportés		
- Rôle d'évaluation 2012-2014	237	5 617
-	238	
	239	5 617

Note**18. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée d'après des contrats d'enlèvement des ordures échéant en décembre 2015 à verser une somme totale de 33 519 \$.

La Municipalité s'est engagée d'après un contrat avec un promoteur à verser une somme de 63 000 \$ à ce dernier pour le développement d'une nouvelle rue. Les paiements exigibles pour les trois prochains exercices sont de 21 000 \$ en 2015, 2016 et 2017.

Office municipal d'habitation de Baie-des-Sables

L'Office municipal d'habitation de Baie-des-Sables, la municipalité et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés par l'Office municipal d'habitation de Baie-des-Sables. La Société d'habitation du Québec contribue à 90% au déficit d'exploitation et la municipalité subventionne le solde du déficit.

La Municipalité s'est engagée d'après un contrat avec l'OMH de Baie-des-Sables à verser une somme maximale de 19 440 \$ dans le cadre d'un programme de supplément au loyer. Les paiements maximums exigibles pour les trois prochains exercices sont de 6 480 \$ en 2015, 2016 et 2017.

La Municipalité s'est engagée d'après un contrat avec l'OMH de Baie-des-Sables à verser une somme de 169 000 \$ dans le cadre d'un programme Accèslogis Québec, visant l'exploitation d'un immeuble d'habitation sur le territoire de la Municipalité. Les paiements exigibles pour les cinq prochains exercices sont de 13 000 \$ en 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de La Matanie. Au 31 décembre 2014, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 369 862 \$.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

Dans une correspondance du 25 novembre 2014, la municipalité a reçu une facture de la Ville de Matane pour le remboursement de la cotisation au CRSBP pour les années 2012, 2013 et 2014. La municipalité est d'avis que cette facturation est injustifiée et n'a pas l'intention de payer la facture soumise au montant de 9 154,43 \$. Conséquemment, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale. Les données budgétaires ne sont pas auditées.

22. Instruments financiers

S/O

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240	208 054
Découvert bancaire	241	() ()
Placements temporaires	242	
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
-	247	() ()
-	248	() ()
-	249	() ()
-	250	() ()
-	251	() ()
-	252	() ()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	253	208 054
		127 897

Note**24. Fonds de roulement**

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 75 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	111 954	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	113 872	202 277
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(58 763)	(77 348)
Financement des investissements en cours		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 118 551	4 730 944
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	5 285 614	4 855 873

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Budget 2015 (2014)	20 000	36 315
- Fonds Cartier	912	80 254
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
	20 912	116 569
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-		
-		
-		
Réserves financières		
-		
-		
-		
-		
-		
Fonds réservés		
Fonds de roulement	75 000	75 000
Fonds parcs et terrains de jeux		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	13 221	5 969
Société québécoise d'assainissement des eaux		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	4 739	4 739
Financement des activités de fonctionnement		
Autres		
-		
-		
-		
-		
	92 960	85 708
	113 872	202 277

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 (82 637) ()	(72 352)
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 (82 637) ()	(72 352)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 (141 400) ()	(149 700)
	56 (58 763) ()	(77 348)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 () ()	()
	59	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60	7 248 351
Propriétés destinées à la revente	61	7 376 898
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65	7 248 351
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66	2 264 141
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	7 059
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (98 551) ()	(151 571)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (141 400) ()	(149 700)
	71	2 031 249
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	98 551
	73	2 129 800
	74	5 118 551
	75	4 730 944

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
	54	_____	55	_____	56	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	2 271 200
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	63 000
Débiteurs	8	98 551
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	885 443
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 224 206
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	1 224 206
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	369 862
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	1 594 068
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 594 068
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	400 265	405 657	383 230
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	15 400	15 918	15 662
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	415 665	421 575	398 892
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	23 540	23 914	25 075
Égout	11	22 465	22 869	24 578
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	67 685	68 640	81 115
Autres				
-Boues de fosses septiques	14			38 700
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	2 700	2 968	2 687
Service de la dette	18	84 710	82 840	85 290
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	201 100	201 231	257 445
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	201 100	201 231	257 445
	26	616 765	622 806	656 337

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	6 840	7 523
	35	6 840	7 523
6 840		7 523	6 837
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	6 840	7 523
6 840		7 523	6 837
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	410	422
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	1 200	1 197
Taxes d'affaires	43		
	44	1 610	1 619
1 610		1 619	1 714
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	8 450	9 142
8 450		9 142	8 551

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	50 370	50 370
Enlèvement de la neige	58	33 580	33 580
Autres	59	3 740	33 967
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	47 108	463 967
Traitement des eaux usées	69		511 924
Réseaux d'égout	70	10 042	98 417
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	5 500	5 551
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	10 000	38 688
Tri et conditionnement	73		25 081
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		149 933
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		1 450
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	160 340	724 540
		919 815	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	30 000	10 000
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	730	10 937
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	30 730	20 937

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	56 600	56 975	41 209
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			48 671
	138	56 600	56 975	89 880
TOTAL DES TRANSFERTS	139	216 940	812 245	1 030 632

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	8 395	8 231
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	8 395	8 231
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	45	45
Réseau de distribution de l'eau potable	156	45	45
Traitement des eaux usées	157	45	45
Réseaux d'égout	158	45	45
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166	150	647
	167	180	330
170			647
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	8 575	8 726
			8 878

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	20 790	20 787	20 381
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184	500		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		300	375
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	6 880	8 311	6 696
Réseau d'électricité	194			
	195	28 170	29 398	27 452
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	36 745	38 124	36 330
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	2 000	2 461	1 703
Droits de mutation immobilière	198	7 000	11 207	6 701
Droits sur les carrières et sablières	199	4 000	12 463	4 995
Autres	200			
	201	13 000	26 131	13 399
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	500	332	565
INTÉRÊTS	203	4 350	6 643	8 080
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		250	3 533
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		500	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210		99 292	102 544
Autres	211	93 500		
	212	93 500	100 042	106 077

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	30 550	27 671			27 671	24 352
Application de la loi	2						
Gestion financière et administrative	3	110 580	96 427	9 746		106 173	102 854
Greffes	4	5 410	416			416	490
Évaluation	5	28 145	31 069			31 069	29 146
Gestion du personnel	6						
Autres	7	40 810	53 811			53 811	49 108
	8	215 495	209 394	9 746		219 140	205 950
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	38 100	37 922			37 922	39 266
Sécurité incendie	10	108 980	109 868	949		110 817	105 950
Sécurité civile	11						
Autres	12	300	170			170	
	13	147 380	147 960	949		148 909	145 216
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	81 230	73 317	79 235		152 552	135 749
Enlèvement de la neige	15	112 890	119 770	18 793		138 563	135 505
Éclairage des rues	16	9 260	10 011			10 011	9 490
Circulation et stationnement	17	500	418			418	1 495
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 290	2 319			2 319	2 262
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	206 170	205 835	98 028		303 863	284 501

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalisations 2014		Total	Réalisations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	13 760	12 013	58 371	70 384	68 258
Réseau de distribution de l'eau potable	24	9 750	8 349	58 371	66 720	67 716
Traitement des eaux usées	25	13 545	10 885	25 016	35 901	36 729
Réseaux d'égout	26	8 890	10 931	25 016	35 947	31 476
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	18 420	17 273	4 674	21 947	22 542
Élimination	28	46 915	47 494	693	48 187	48 098
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	13 000	12 953		12 953	13 458
Tri et conditionnement	30	3 750	3 702		3 702	3 849
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	1 100	1 110		1 110	917
Autres	36					
Cours d'eau	37	2 530	3 116		3 116	2 168
Protection de l'environnement	38					14 305
Autres	39					32 929
	40	131 660	127 826	172 141	299 967	342 445
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	22 700	28 944		28 944	319 687
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					1 500
	44	22 700	28 944		28 944	321 187
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	37 225	35 375		35 375	35 548
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	5 900	6 327		6 327	6 239
Tourisme	49	1 750	920		920	954
Autres	50					
Autres	51		1 611	746	2 357	1 996
	52	44 875	44 233	746	44 979	44 737

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	38 050	31 007	12 742	43 749	41 307
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59		5 453		5 453	5 346
	60	38 050	36 460	12 742	49 202	46 653
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	9 900	8 950		8 950	9 483
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	9 900	8 950		8 950	9 483
	67	47 950	45 410	12 742	58 152	56 136
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	81 270	75 980		75 980	96 945
Autres frais	70	4 750	4 473		4 473	4 473
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	1 200	1 317		1 317	1 511
	73	87 220	81 770		81 770	102 929
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74			294 352 (	294 352)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
la municipalité de Baie-des-Sables,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité de Baie-des-Sables (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les «exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique noA110699

DATE 2015-02-26

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		630 990
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	8 184	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10 8 184
Revenus de taxes	11		622 806

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	622 806
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>622 806</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base			7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		2 968	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>2 968</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>619 838</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>39 686 000</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>39 830 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>39 758 050</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>619 838</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>39 758 050</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 5 | 5 | 9 | 0 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	53 008	25 148
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	53 008	25 147
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	9 000	24 889
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 000	149
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		20 261
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	8 500	
Édifices communautaires et récréatifs	14	50 000	7 335
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	14 027	
Ameublement et équipement de bureau	18	9 500	20 061
Machinerie, outillage et équipement divers	19	14 000	3 668
Terrains	20	1 368	2 776
Autres	21		
	22	94 000	129 285

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	4 110	24 889
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28	53 008	25 148
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	53 008	25 147
Autres infrastructures	32	31 249	20 261
Autres immobilisations	33	24 430	33 840
	34	165 805	129 285

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 852 500		644 300	2 208 200
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6		105 000	42 000	63 000
	7	2 852 500	105 000	686 300	2 271 200
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10		105 000	42 000	63 000
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	958 039		37 654	920 385
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	318 766		14 945	303 821
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 276 805	105 000	94 599	1 287 206
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	151 571		53 020	98 551
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	151 571		53 020	98 551
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20	151 571		53 020	98 551
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	1 424 124		538 681	885 443
Autres	23				
	24				
	25	1 575 695		591 701	983 994
	26	2 852 500	105 000	686 300	2 271 200
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	2 852 500	105 000	686 300	2 271 200

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	5 210	5 235	4 353
Évaluation	2	28 145	25 452	23 530
Autres	3	20 855	22 465	21 328
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	102 400	102 391	98 281
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 290	2 319	2 262
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 100	1 110	917
Cours d'eau	13	2 530	2 520	2 168
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			32 929
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	37 225	35 375	34 283
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	5 900	5 935	5 698
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	5 460	5 453	5 346
Activités culturelles	23	3 600	3 587	3 516
Réseau d'électricité				
	24			
	25	214 715	211 842	234 611

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,57	35,00	65 301	10 091	75 392
Professionnels	2					
Cols blancs	3					
Cols bleus	4	3,62	40,00	128 942	16 656	145 598
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	5,19		194 243	26 747	220 990
Élus	9	7,00		17 658	683	18 341
	10	12,19		211 901	27 430	239 331

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	463 967			463 967
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	98 417			98 417
Autres	16	219 131	30 730		249 861
	17	781 515	30 730		812 245

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1		27		53		79		105			131
Évaluation	2	31 069	28		54	31 069	80		106		31 069	132
Autres	3	178 325	29	9 746	55	188 071	81	20 787	107		167 284	133
	4	209 394	30	9 746	56	219 140	82	20 787	108		198 353	134
Sécurité publique												
Police	5	37 922	31		57	37 922	83		109		37 922	135
Sécurité incendie	6	109 868	32	949	58	110 817	84	8 396	110		102 421	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111			137
Autres	8	170	34		60	170	86		112		170	138
	9	147 960	35	949	61	148 909	87	8 396	113		140 513	139
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	73 317	36	79 235	62	152 552	88		114		152 552	140
Enlèvement de la neige	11	119 770	37	18 793	63	138 563	89		115		138 563	141
Autres	12	10 429	38		64	10 429	90		116		10 429	142
Transport collectif	13	2 319	39		65	2 319	91		117		2 319	143
Autres	14		40		66		92		118			144
	15	205 835	41	98 028	67	303 863	93		119		303 863	145
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	12 013	42	58 371	68	70 384	94	45	120		70 339	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	8 349	43	58 371	69	66 720	95	345	121		66 375	147
Traitement des eaux usées	18	10 885	44	25 016	70	35 901	96	45	122		35 856	148
Réseaux d'égout	19	10 931	45	25 016	71	35 947	97	45	123		35 902	149
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	64 767	46	5 367	72	70 134	98		124		70 134	150
Matières recyclables	21	16 655	47		73	16 655	99		125		16 655	151
Autres	22	1 110	48		74	1 110	100		126		1 110	152
Cours d'eau	23	3 116	49		75	3 116	101		127		3 116	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128			154
Autres	25		51		77		103	150	129		(150)	155
	26	127 826	52	172 141	78	299 967	104	630	130		299 337	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	28 944	172	187	28 944	202	217	28 944	232	3 312		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159		174	189		204	219		234			
	160	28 944	175	190	28 944	205	220	28 944	235	3 312		
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	35 375	176	191	35 375	206	221	35 375	236			
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237			
Promotion et développement économique	163	7 247	178	193	7 247	208	223	7 247	238			
Autres	164	1 611	179	746	2 357	209	224	2 357	239			
	165	44 233	180	746	44 979	210	225	44 979	240			
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	36 460	181	12 742	49 202	211	4 329	44 873	241			
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	8 950	182	197	8 950	212	2 982	5 968	242			
Autres	168		183	198		213	1 000	(1 000)	243			
	169	45 410	184	12 742	58 152	214	8 311	49 841	244			
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	809 602	186	294 352	1 103 954	216	38 124	1 065 830	246	81 770		

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		2 030
Charges sociales	2		
Biens et services	3	165 805	127 255
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	165 805	129 285

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1		15 198
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(3)
Solde redressé au début de l'exercice	3		15 195
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	225 862	114 798
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(113 908)	(129 993)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	111 954	(15 195)
Solde à la fin de l'exercice	12	111 954	
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	116 569	178 236
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	116 569	178 236
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(187 234)	(102 298)
Activités d'investissement	17	(22 331)	(89 362)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	113 908	129 993
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(95 657)	(61 667)
Solde à la fin de l'exercice	22	20 912	116 569
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	85 708	90 805
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	85 708	90 805
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	12 463	4 903
Activités d'investissement	27	(5 211)	(10 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	7 252	(5 097)
Solde à la fin de l'exercice	31	92 960	85 708

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(77 348)	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		57 754
Solde redressé au début de l'exercice	34	(77 348)	(57 754)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	(10 285)	(14 598)
Autres	43	()	()
	44	(10 285)	(14 598)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	()	149 700
	47	(10 285)	(135 102)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement			
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48		
	49	8 300	
	50	8 300	
Solde à la fin de l'exercice	51	(58 763)	(77 348)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	55		
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58		
	59		
Solde à la fin de l'exercice	60		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	4 730 944	6 247 987
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		(2 033 221)
Solde redressé au début de l'exercice	63	4 730 944	4 214 766
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	387 607	516 178
Solde à la fin de l'exercice	67	5 118 551	4 730 944

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>75 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>75 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>75 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 4 739	2	3	4	5	6	7 4 739
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 4 739	16	17	18	19	20	21 4 739

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 1 | , | 0 | 4 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 4 | 0 | 0 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 1 0 | 0 0	\$
Égout	2	1 1 0 | 0 0	\$
Eau et égout	3	2 2 0 | 0 0	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | |	\$
Matières résiduelles	5	1 6 0 | 0 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Dette secteur aqueduc (31,87 %)	145,0000	4	Unité
Dette secteur aqueduc (10,63 %)	1,8100	3	Frontage
Dette secteur égout (31,87 %)	145,0000	4	Unité
Dette secteur égout (10,63 %)	2,0500	3	Frontage

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	13 000 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	169 000 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	56 851 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input checked="" type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 20, rue du Couvent
(no) (rue)
Baie-des-Sables G0J 1C0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 772-6218
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 772-6455
(ind. rég.) (numéro)

Courriel baiedessables@lamatanie.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Adam Coulombe

Téléphone (418) 772-6218
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 772-6455
(ind. rég.) (numéro)

Courriel baiedessables@lamatanie.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 305 rue de la Gare, CP 305
(no) (rue)
Matane G4W 3N2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 562-0203
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 562-9411
(ind. rég.) (numéro)

Courriel gauthier.rene@rcgt.com

Responsable du dossier René Gauthier, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Adam Coulombe , atteste que le rapport financier de Baie-des-Sables pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-03-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Baie-des-Sables consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Baie-des-Sables détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 429 741 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,5590 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-03-18 09:18:32

Date de transmission au Ministère : 2015/03/18

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Baie-des-Sables

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	990 250	1 584 235	1 831 534
Investissement	2		31 230	28 437
	3	990 250	1 615 465	1 859 971
Charges				
	4	903 450	1 185 724	1 503 101
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	86 800	429 741	356 870
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	31 230 ) (	28 437)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	86 800	398 511	328 433
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		294 352	284 558
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			149 700
Remboursement de la dette à long terme	10 (	130 800 ) (	629 454 ) (	671 450)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	4 000 ) (	2 033 ) (	1 486)
Excédent (déficit) accumulé	12	48 000	164 486	25 043
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(86 800)	(172 649)	(213 635)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		225 862	114 798

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	164 541	277 686
Autres	2	208 054	127 897
	3	372 595	405 583
Passifs			
Dette à long terme	4	2 264 141	2 840 969
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	73 691	93 255
	7	2 337 832	2 934 224
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(1 965 237)	(2 528 641)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	7 248 351	7 376 898
Autres	10	2 500	7 616
	11	7 250 851	7 384 514
Excédent (déficit) accumulé	12	5 285 614	4 855 873

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	111 954	
Excédent de fonctionnement affecté			
- Budget 2015 (2014)	14	20 000	36 315
- Fonds Cartier	15	912	80 254
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	20 912	116 569
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	92 960	85 708
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(58 763)	(77 348)
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	5 118 551	4 730 944
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	5 285 614	4 855 873

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	616 765	622 806	656 337
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 450	9 142	8 551
Quotes-parts	3			
Transferts	4	216 940	781 515	1 009 695
Services rendus	5	36 745	38 124	36 330
Autres	6	111 350	132 648	120 621
	7	990 250	1 584 235	1 831 534
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		30 730	20 937
Autres	11		500	7 500
	12		31 230	28 437
	13	990 250	1 615 465	1 859 971

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	28 145	31 069		29 146
Autres	2	187 350	178 325	9 746	176 804
Sécurité publique					
Police	3	38 100	37 922		39 266
Sécurité incendie	4	108 980	109 868	949	105 950
Autres	5	300	170		170
Transport					
Réseau routier	6	203 880	203 516	98 028	282 239
Transport collectif	7	2 290	2 319		2 262
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	45 945	42 178	166 774	204 179
Matières résiduelles	10	83 185	82 532	5 367	88 864
Autres	11	2 530	3 116		49 402
Santé et bien-être	12	22 700	28 944		321 187
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	37 225	35 375		35 548
Promotion et développement économique	14	7 650	7 247		7 193
Autres	15		1 611	746	1 996
Loisirs et culture	16	47 950	45 410	12 742	56 136
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	87 220	81 770		102 929
Amortissement des immobilisations	19		294 352	(294 352)	
	20	903 450	1 185 724		1 503 101

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3